

LYCÉE LE REBOURS



44 Bd Auguste Blanqui 75013 Paris

EXTENSION, REAMENAGEMENT ET MISE EN ACCESSIBILITE

Dossier de Consultation Entreprises



LOT 12 – SOLS SOUPLES

Maître d'ouvrage	Maître d'œuvre
 <p>LYCÉE LE REBOURS 44 boulevard Auguste Blanqui 75013 Paris T : 01 55 43 28 88 F : 01 43 36 17 57</p>	 <p>11 rue Jouvenet 75016 Paris T : 01 44 14 95 00 F : 01 44 14 95 15 M. Sylvain PIRON M. Alain PESKINE piron@edarchitectes.net peskine@edarchitectes.net</p>
Fondations Etude de sols	Economiste
<p>SOLER CONSEIL 12 rue René Cassin - ZA la Bonde - 91 300 Massy T : 01.60.11.04.10 - F : 01 60 11 13 08 M. Pascal CAPORALI : info@solerconseil.fr</p>	<p>DEMETER ETICC 46 Rue de L'Eglise 78890 Garancières T : 01 34 86 22 60 - F : 01 34 86 45 79 M. Laurent BINTEIN : laurent.bintein@demetereticc.com</p>
Bureau de contrôle	BET Structure
<p>BTP Consultants 202 Quai de Clichy 92110 Clichy T : 01.42.70.76.07 - F : 01 42 70 64 15 M. Rony CHEBIB : rony.chebib@btp-consultants.fr</p>	<p>Cabinet Miécaze 47 rue de Charenton 75012 Paris T : 01 44 73 40 50 - F : 01 44 73 40 30 M. Jean-Pierre Miécaze : jpm-cofer@wanadoo.fr</p>
BET Structure bois	BET CFO CFA / SSI
<p>J.-L. LINARES 13 rue Ducy - BP 316 - 27003 Evreux cedex T : 02.32.33.17.52 - F : 02.32.33.54.47 M. Jean-Louis LINARES : betjllinares@wanadoo.fr</p>	<p>Cabinet BLEUSE 42-44 Rue Danton 94270 Le Kremlin Bicêtre T : 01 46 71 78 78 - F : 01 46 58 31 05 M. BLEUSE : bleuse4244@wanadoo.fr</p>
BET CVC Chauffage Plomberie	
<p>SATES 12 imp. des Terrasses de Seine 91450 Soisy-sur-Seine T : 01 69 89 07 38 - F : 01 60 75 77 82 M. Pierre GHESQUIERE : sates@wanadoo.fr</p>	

1. GENERALITES.....	3
1.1. <i>Préambule.....</i>	<i>3</i>
1.2. <i>Objet du présent document.....</i>	<i>3</i>
1.3. <i>Consistance des travaux.....</i>	<i>3</i>
1.4. <i>Documents de référence.....</i>	<i>3</i>
1.5. <i>Ordre de préséance.....</i>	<i>4</i>
1.6. <i>Pièces à fournir.....</i>	<i>4</i>
1.6.1. <i>Avant le démarrage des travaux :</i>	<i>4</i>
1.6.2. <i>Avant la réception des travaux.....</i>	<i>5</i>
1.6.3. <i>Fournisseurs, sous-traitants et co-traitants.....</i>	<i>6</i>
1.7. <i>Présentation des offres.....</i>	<i>6</i>
1.7.1. <i>Cadre de bordereau.....</i>	<i>6</i>
1.7.2. <i>Prestations à la charge de l'entrepreneur.....</i>	<i>7</i>
1.7.3. <i>Contraintes particulières.....</i>	<i>7</i>
1.7.4. <i>Responsabilité de l'entreprise.....</i>	<i>8</i>
1.7.5. <i>Brevets.....</i>	<i>8</i>
1.7.6. <i>Contacts avec les services publics et privés.....</i>	<i>8</i>
1.7.7. <i>Dispositions d'hygiène et de sécurité.....</i>	<i>8</i>
1.7.8. <i>Equipements de sécurité.....</i>	<i>9</i>
1.8. <i>Prescriptions Techniques Générales.....</i>	<i>9</i>
1.8.1. <i>Réception des supports.....</i>	<i>9</i>
1.8.2. <i>Choix des produits.....</i>	<i>10</i>
1.8.3. <i>Nettoyage des supports.....</i>	<i>10</i>
1.9. <i>CONDITIONS D'EXECUTION.....</i>	<i>10</i>
1.9.1. <i>Préparation des supports.....</i>	<i>10</i>
1.9.2. <i>Passage des fourreaux.....</i>	<i>10</i>
1.9.3. <i>Collage des revêtements.....</i>	<i>11</i>
1.9.4. <i>Joints de gros-œuvre.....</i>	<i>11</i>
1.9.5. <i>Assistance technique.....</i>	<i>11</i>
1.9.6. <i>Protections et raccords.....</i>	<i>11</i>
1.9.7. <i>Nettoyage.....</i>	<i>12</i>
1.9.8. <i>Coloris.....</i>	<i>12</i>
1.9.9. <i>Documents à fournir au Maître d'œuvre et au Bureau de Contrôle.....</i>	<i>12</i>
1.9.10. <i>Réception des revêtements.....</i>	<i>12</i>
2. DESCRIPTIONS DES OUVRAGES.....	13
2.1. <i>Support des sols existants.....</i>	<i>13</i>
2.2. <i>Ragréage.....</i>	<i>13</i>
2.3. <i>Revêtement PVC U4 P3 en lés.....</i>	<i>13</i>
2.4. <i>Revêtement PVC en lès à surface granitée pour escalier.....</i>	<i>14</i>
2.5. <i>Profilés de finition.....</i>	<i>14</i>

1. GENERALITES.

1.1. Préambule.

L'entrepreneur est informé qu'en outre des prescriptions contenues dans les documents de son chapitre, il doit prendre connaissance de la totalité des pièces concernant tous les lots, quelles qu'elles soient et notamment du lot 00 – Généralités communes à tous les corps d'états.

1.2. Objet du présent document.

Le présent document a pour objet de définir l'étendue des travaux de SOLS SOUPLES pour l'extension, le réaménagement et la mise en accessibilité du Lycée Le Rebours à PARIS XIII^{ème}.

Il constitue le Cahier des Clauses Techniques Particulières propre au présent Chapitre.

Les conditions imputées devront être respectées rigoureusement. Ne seront admises que les dérogations ayant reçu l'agrément du Maître d'œuvre et ayant pour cause :

- *les qualités des matériaux ou matériels,*
- *les délais d'approvisionnement ou de réalisation.*

1.3. Consistance des travaux.

Les travaux à réaliser comprennent les fournitures et mises en œuvre des ouvrages à la charge de l'entrepreneur titulaire du présent lot.

L'entrepreneur est, par le fait de son acte d'engagement, réputé avoir pris connaissance de la nature et de l'emplacement des travaux, des conditions générales et locales, particulièrement des conditions relatives aux moyens de communication, de transport, au stockage des matériaux, aux disponibilités de main-d'œuvre, en eau, énergie électrique et à tout autre élément pour lesquels des informations peuvent être raisonnablement obtenues sur le site et sur les prix de ceux-ci.

Avant toute exécution, l'entrepreneur doit vérifier la totalité du dossier de consultation, notamment lors de la visite du site.

1.4. Documents de référence.

Tous les travaux seront exécutés suivant les normes et règlements en vigueur à la date de réalisation des travaux et notamment :

- *Documents Techniques Unifiés (D.T.U.).*
- *Normes Françaises.*
- *Le Code du travail.*
- *Les Cahiers du C.S.T.B.*
- *Arrêté du 17 mars 2011 modifiant l'arrêté du 1er août 2006 fixant les dispositions prises pour l'application des articles R. 111-19 à R. 111-19-3 et R. 111-19-6 du code de la construction et de l'habitation relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public et des installations ouvertes au public lors de leur construction ou de leur création*

- Réglementation Thermique 2005.
- Notice acoustique et thermique.
- etc.

Tous les textes en vigueur ne constituent que des minima à réaliser. Toutes descriptions des pièces écrites ou dessinées devront être respectées lorsqu'elles sont plus contraignantes que les règlements en vigueur.

Il est rappelé que tous les matériaux utilisés non normalisés devront faire l'objet d'un avis technique (en cours de validité) du C.S.T.B.

1.5. Ordre de préséance.

Dans le cas éventuel de divergences ou discordances implicite ou explicite entre les spécifications du C.C.T.P. et les prescriptions des D.T.U. et des normes, il est précisé ce qui suit.

En ce qui concerne les D.T.U. ou normes :

- *pour toutes les prescriptions ayant trait aux matériaux, aux techniques de construction, aux règles de mise en œuvre, à la coordination des travaux, aux règles de sécurité, etc., ce sont les prescriptions des D.T.U. et des normes qui prévaudront ;*
- *pour toutes les clauses à caractère administratif et financier et autres dispositions qui pourraient avoir une influence sur le caractère forfaitaire du marché, ce sont les clauses du C.C.T.P. qui prévaudront.*
- *Pour ce qui est des textes « Consistance des travaux » ou autres textes ayant le même objet, figurant dans les D.T.U., ce sont toujours les spécifications du C.C.T.P. qui prévaudront.*

1.6. Pièces à fournir.

Pour l'ensemble des ouvrages décrits au présent C.C.T.P., l'entrepreneur titulaire du présent Chapitre devra fournir en temps utile :

1.6.1. Avant le démarrage des travaux :

- *les documents nécessaires d'éléments de construction, liés étroitement avec les prestations dues au présent chapitre,*
- *les plannings d'approvisionnement et de montage avec les effectifs d'intervention ainsi que les noms des responsables de l'opération,*
- *les doubles des commandes des principaux matériaux et matériels,*
- *le planning des essais des installations,*
- *la présentation des échantillons de matériaux ou matériels.*

L'entrepreneur devra établir à partir des plans et schémas du dossier de consultation tous les plans détaillés d'exécution complémentaires et détails de toute nature pouvant s'avérer nécessaires en cours d'exécution. Ces plans seront soumis à l'approbation préalable du Maître d'œuvre, quinze (15) jours avant l'engagement des travaux

afférents aux ouvrages, desquels ils relèvent. Il apportera les modifications demandées par le Maître d'œuvre avant de passer à leur exécution.

L'approbation de ses plans ne relève pas l'Entrepreneur de sa responsabilité des erreurs futures qui pourraient exister.

Les calculs sur sorties informatiques seront facilement vérifiables. Toutes les justifications de calculs manuels seront fournies au Maître d'œuvre, à sa demande.

1.6.2. Avant la réception des travaux.

1.6.2.1. A la réception technique.

La réception technique est subordonnée à la fourniture en quatre exemplaires d'un dossier technique comportant :

- *le quitus du bureau de contrôle sur les ouvrages exécutés,*
- *tous les plans d'ensemble ou de détails, conformes à l'exécution, mis à jour conformément aux demandes du bureau de contrôle technique et du Maître d'œuvre,*
- *un CD ROM comportant tous les derniers plans au dernier indice sous forme de fichiers au format DXF ou DWG,*
- *les notes de calcul du dernier indice,*
- *les notices détaillées d'exploitation et de fonctionnement,*
- *les notices d'entretien et de démontage,*
- *les notices de préconisation et recommandations,*
- *les conseils de sécurité relatifs aux ouvrages et installations,*
- *la liste de pièces de rechange avec indications de la fréquence de remplacement,*
- *les procès verbaux d'essais, d'épreuves et de contrôles techniques, conformément aux normes et aux prescriptions des marchés et documents annexes, précisant qu'ils sont à la charge de l'Entrepreneur,*
- *etc.*

1.6.2.2. A la réception administrative et financière.

La réception administrative est subordonnée à la fourniture en quatre exemplaires des pièces suivantes :

- *les attestations d'assurances et qualifications de l'attributaire du chapitre ou du mandataire commun,*
- *la liste des noms et coordonnées des co-traitants éventuels avec pour chacun d'eux les attestations d'assurances et de qualifications,*
- *le résumé des garanties assurées par l'Entreprise et par ses éventuels co-traitants et fournisseurs et ce sous forme synthétique,*
- *le mémoire définitif des travaux du présent Chapitre,*
- *la lettre de quitus de non réclamation après réception.*

1.6.3. Fournisseurs, sous-traitants et co-traitants.

Le choix des fournisseurs et des sous-traitants devra obtenir l'agrément du Maître d'œuvre.

Toutefois, cet agrément ne saurait dégager l'entrepreneur d'une partie de ses responsabilités et, en particulier, la qualité ou le niveau de performance à atteindre ainsi que le respect des délais de réalisation.

1.7. Présentation des offres.

Avec l'offre, l'Entrepreneur devra fournir une note technique détaillée spécifiant principalement :

- *les marques, types des matériaux et matériels et le nom des fournisseurs,*
- *les caractéristiques de fabrication (en particulier la définition de ces caractéristiques devra être suffisamment explicite au cas où le matériel différerait de celui demandé),*
- *les caractéristiques de pose particulières faisant l'objet de contraintes pour les autres corps d'état,*
- *les caractéristiques de finition (peinture, revêtement, etc.),*
- *les listes de références du matériel proposé.*

Les offres devront comporter les prix unitaires et un planning détaillé récapitulant les temps estimés aux différentes tâches.

Les offres, ne respectant pas ces différentes clauses, seront éliminées comme non conformes. Aucune réclamation ne sera acceptée.

Les spécifications et conditions indiquées au C.C.T.P. ne sont pas limitatives, les entreprises devront prévoir, dans l'établissement de leur projet, tout le matériel nécessaire, même si ce matériel n'est pas explicitement décrit dans le présent document.

Elles ne pourront se prévaloir après le dépôt de leur offre, d'erreurs ou d'omissions aux plans et aux textes du C.C.T.P.

1.7.1. Cadre de bordereau.

Le C.C.T.P. est complété par un cadre de décomposition du prix global et forfaitaire qui devra être obligatoirement complété totalement par les prix unitaires et globaux.

L'Entrepreneur aura la faculté de compléter ce cadre avec les postes complémentaires qu'il jugerait nécessaires, mais en conservant le cadre d'origine.

1.7.2. Prestations à la charge de l'entrepreneur.

Sans restriction, l'entrepreneur du présent Chapitre aura à sa charge :

- *les études, plans d'appareillage et de calepinage des revêtements, à soumettre à l'approbation du Maître d'Œuvre avant tout début de pose.*
- *le transport et l'amenée à pied d'œuvre de tous les matériaux, produits et autres nécessaires à la réalisation des travaux,*
- *le nettoyage et la réception du support.*
- *le constat du trait de niveau qui permet de déterminer l'arase du sol fini.*
- *la fourniture et l'application de l'enduit de lissage, ainsi que celles des adhésifs utilisés pour la pose des revêtements,*
- *la fourniture et la pose des sols prévus au marché, avec ou sans couche intermédiaire,*
- *la fourniture et la pose de matériau d'isolement phonique,*
- *la livraison des revêtements en bon état de propreté, sans tâches de colle provenant de la pose,*
- *la fourniture et la pose des accessoires tels que bandes de seuils, cornières d'arrêt de revêtement, etc.*
- *la signalisation réglementaire mentionnant l'utilisation de produits inflammables pendant la période de collage des revêtements, avec panneaux d'interdiction de fumer.*
- *la fourniture des certificats de qualité, notices techniques, PV d'essais et documents justificatifs des matériaux mis en œuvre à la demande du Maître d'Ouvrage.*
- *les plans de récolement, documentations et notice d'exploitation et de maintenance,*
- *le balayage et/ou le nettoyage des ouvrages pour la livraison et la réception,*
- *la protection des ouvrages jusqu'à la réception,*
- *toutes autres prestations et fournitures accessoires nécessaires à la finition complète et parfaite des ouvrages du présent lot.*
- *l'enlèvement à la décharge publique des gravois, chutes, détritiques et emballages provenant de l'exécution des prestations du présent lot,*

1.7.3. Contraintes particulières.

L'entrepreneur devra tenir compte de l'occupation des locaux des bâtiments au voisinage immédiat et prendre les dispositions nécessaires pour éviter de gêner les occupants ou créer des nuisances de quelque nature que ce soit. Il devra veiller à ne dégager aucun gaz, fumées ou odeurs gênantes, salissants destructifs ou toxiques et ne provoquer aucune perturbation dans les installations électriques et spécialement radio électrique.

L'Entrepreneur devra prendre toutes les précautions nécessaires contre les perturbations et destructions qui pourraient entraîner des phénomènes électrolytiques, des courants vagabonds, etc.

1.7.4. Responsabilité de l'entreprise.

L'acceptation par le Maître d'ouvrage du projet présenté, ainsi que tous les calculs, dessins et graphiques s'y rattachant, ne diminue en rien la responsabilité de l'Entrepreneur.

Il appartient à ce dernier d'établir son étude pour que les prix unitaires et le prix global, qu'il indique, soient calculés en tenant compte des dispositifs, diamètres de canalisations, caractéristiques du matériel, des difficultés d'exécution, des impératifs du Maître d'ouvrage, etc.

En toute circonstance, l'Entrepreneur demeure seul responsable de tous les dommages ou accidents causés à des tiers, lors ou par suite de l'exécution des travaux, résultant soit de son propre fait ou de son personnel.

1.7.5. Brevets.

L'Entrepreneur garantit qu'il a la propriété des systèmes, procédés ou objets qu'il emploie et, à défaut, s'engage auprès du Maître d'ouvrage à acquérir toutes les licences nécessaires relatives aux brevets qui les couvrent.

1.7.6. Contacts avec les services publics et privés.

L'Entreprise est chargée d'établir à ses frais tous les contacts avec les services publics et privés, afin d'assurer une parfaite réalisation des installations.

Ces démarches s'effectueront sous le contrôle et en accord avec le Maître d'œuvre, qui devra être tenu au courant des demandes d'agrément, et recevra une copie des accords obtenus.

A défaut, ne pouvant justifier de ses démarches, l'Entrepreneur du présent lot supportera les frais éventuels des modifications demandées par les services officiels.

L'Entrepreneur assistera aux vérifications avant la mise en service et exécutera à ses frais les modifications éventuelles qui seraient nécessaires pour rendre ses installations conformes aux Normes et aux règlements en vigueur.

1.7.7. Dispositions d'hygiène et de sécurité.

L'entrepreneur doit se conformer au C.C.A.P. de l'opération.

Dispositions particulières à prendre pour la réalisation de travaux postérieurs à la réception des ouvrages par l'utilisateur.

Après réception des installations, celles-ci entreront en service au profit du Maître d'Ouvrage ou tout mandataire de celui-ci.

L'Entrepreneur, chargé de la réalisation des travaux du présent chapitre, pourra être appelé à effectuer postérieurement à la réception, sur une durée de 1 an, certains travaux tels que, par exemple :

- *travaux de levées de réserves,*
- *réparations,*
- *entretien,*
- *vérifications d'essais,*
- *travaux complémentaires à la demande du Maître d'Ouvrage, du Maître d'œuvre,*
- *transport et manutention du matériel,*
- *etc.*

Pour effectuer ces travaux, l'Entrepreneur devra se conformer entièrement aux dispositions du décret du 26 décembre 94 et de ses arrêtés d'application, fixant les prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité applicables aux travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure.

1.7.8. Equipements de sécurité.

Les personnels devront disposer et utiliser les équipements individuels et collectifs de sécurité, qui devront être en bon état et le cas échéant avoir fait l'objet des vérifications réglementaires.

D'une manière générale, l'attention de l'Entreprise est également attirée sur le fait que le non respect des mesures de sécurité pourra conduire à l'exclusion du chantier de la ou des personnes concernées.

1.8. Prescriptions Techniques Générales.

1.8.1. Réception des supports.

Les ouvrages neufs seront conçus et réalisés conformément aux D.T.U. et règles professionnelles, entre autres :

- *BAEL 80*
- *D.T.U. 26.2 : chapes et dallages à base de liants hydrauliques*
- *D.T.U. 21 : exécution des travaux en béton.*

Ils seront livrés sans flache ni bosse, exempts de traces de plâtre ou de peinture, d'huile de démoulage, de produit de cure non résorbé ou de laitance non adhérente.

Ils seront parfaitement secs, l'humidité résiduelle devant être testée par hygrométrie à pointe par l'entrepreneur et se situer entre 3 et 4% maximum.

Ils devront par ailleurs satisfaire aux conditions suivantes :

- *planéité d'ensemble rapportée à la règle de 2 m pour les revêtements de sol : 7 mm.*
- *planéité locale rapportée à un réglet de 0.2 m pour les revêtements de sol : 2 mm.*
- *aspect de surface lisse, fin et régulier*
- *résistance superficielle satisfaisante*

Si ces conditions ne sont pas respectées, l'entrepreneur a pour obligation d'en informer le Maître d'œuvre par écrit, au plus tard 15 jours avant la date prescrite pour son intervention sur le chantier.

Le fait de poser le revêtement sans avoir contesté le support implique que celui-ci est accepté par l'entrepreneur.

1.8.2. Choix des produits.

Les produits indiqués ci-après seront scrupuleusement respectés en ce qui concerne le classement U.P.E.C. des locaux.

1.8.3. Nettoyage des supports.

L'entrepreneur doit le nettoyage des supports lorsque celui-ci se révèle nécessaire. Ce nettoyage intègre le retrait des taches, salissures, souillures, etc. avec ponçage éventuel, et un balayage complet du support.

1.9. CONDITIONS D'EXECUTION.

1.9.1. Préparation des supports.

Un ragréage général des sols est prévu dans le cadre des prestations dues au titre du présent chapitre.

Marque du produit utilisé au choix de l'entreprise sous réserve d'avis technique du C.S.T.B., de l'agrément du fabricant et du contrôleur technique.

Nettoyage et dépoussiérage du support avant toute application.

Un enduit de lissage type ciment caséine pourra être exigé suivant l'état du ragréage.

1.9.2. Passage des fourreaux.

Le passage vertical des tuyauteries et canalisations sera assurée avant l'intervention de l'entrepreneur.

La mise en place des fourreaux et les bouchements des trémies réservées pour le passage, en laissant l'arase nécessaire pour la pose des revêtements seront réalisés avant intervention de l'entrepreneur.

1.9.3. Collage des revêtements.

Pour les revêtements collés, la colle utilisée pour la fixation de ceux-ci sera du type “adhésif sans ciment”.

Elle devra bénéficier d’un Avis Technique du C.S.T.B.

Les travaux de collage ne pourront intervenir que si la température du local est au moins égale à +10°C, celle du support devant être supérieure à 5°C.

Le revêtement sera collé en plein sur le support.

1.9.4. Joints de gros-œuvre.

Les joints de dilatation du gros-œuvre seront respectés lors de la pose des revêtements, tant dans le revêtement lui-même, que dans le mortier de pose en cas de pose scellée.

1.9.5. Assistance technique.

Les travaux de pose s’effectueront en parfait accord avec le fabricant du revêtement.

Celui-ci pourra être convoqué sur le chantier par le Maître d’œuvre afin de fournir certaines indications utiles concernant les conditions de pose, le mode d’application et les caractéristiques de l’adhésif à utiliser, ce dernier ne devant pas modifier le classement au feu du revêtement.

Toutefois, l’entrepreneur restera seul responsable, vis à vis du Maître d’Ouvrage, de l’ensemble de son travail, tant pour la qualité de la fourniture, que pour sa mise en œuvre.

1.9.6. Protections et raccords.

La surveillance et la conservation des revêtements posés seront assurées par l’entrepreneur pendant le temps de séchage et de prise prévu au D.T.U., par tous moyens qu’il jugera efficace.

Des bâches polyane, des plaques d’Isorel pur ou de particules sont disposées sur l’ensemble des sols ou sur l’ensemble de sols exécutés par l’entrepreneur et principalement aux sols de circulations, passages et escaliers et l’épandage de sciure de bois blanc sur les revêtements le nécessitant.

L’entretien et l’enlèvement des protections ainsi que le nettoyage soigné de tous les revêtements terminés doivent être effectués au titre du marché.

Lorsqu’une pièce est terminée, l’entrepreneur doit le nettoyage complet du local et l’enlèvement des emballages, papiers, supports et autres.

Il sera tenu en cours de chantier et jusqu’à réception des travaux, sur simple demande du Maître d’œuvre, de procéder aux réparations et raccords nécessaires pour assurer le parfait achèvement des revêtements.

1.9.7. Nettoyage.

Les chutes, emballages, déchets et tous gravois produits par les travaux seront ramassés et descendus par l'entrepreneur en un point fixé par le Maître d'œuvre, peu avant la réception.

Un nettoyage complet des revêtements sera exécuté avant livraison par le titulaire du présent lot.

1.9.8. Coloris.

Les coloris des revêtements, des plinthes et des profilés de finition, seront déterminés par le Maître d'œuvre dans les gammes des fabricants.

La multiplicité des coloris ne pourra donner lieu à un supplément de prix.

1.9.9. Documents à fournir au Maître d'œuvre et au Bureau de Contrôle.

L'entreprise devra avant toute exécution communiquer au Maître d'œuvre et au Bureau de Contrôle :

- *L'Avis Technique en cours de validité du produit de lissage.*
- *La fiche technique de la colle.*
- *Le certificat NF-U.P.E.C. du revêtement de sol.*

1.9.10. Réception des revêtements.

Tout défaut apparaissant après la pose des revêtements sera corrigé aux frais exclusifs de l'entreprise laquelle aura à sa charge le remplacement des parties défectueuses (défaut de planitude - adhérence défectueuse - nuançage - usure prématurée - emploi de chutes injustifiées - tâches de colle - découpes non ajustées ou incorrectes, etc.).

En outre, les revêtements de sol mis en œuvre devront satisfaire à la classification U.P.E.C. en vigueur.

2. DESCRIPTIONS DES OUVRAGES.

2.1. Support des sols existants.

Les sols destinés à recevoir un ragréage devront être sains, dégraissés et dépourvus de poussière.

Préparation des supports existants conformément aux règles de l'art et au D.T.U. 59.3 auquel s'ajoutent des préparations particulières par dérochage mécanique, par grenailage ou sablage.

Localisation :

Au droit des sols ragrés, prévus au présent lot.

2.2. Ragréage.

Exécution d'un enduit de ragréage pour obtenir une surface apte à recevoir les revêtements de sols.

Le produit de lissage devra avoir les agréments nécessaires avec mise en œuvre conformément aux prescriptions du fabricant.

Nettoyage du support, balayage et enlèvement des déchets et autres.

Exécution de l'enduit de lissage en produit adapté au support et au matériau de revêtement de sol, en fonction du classement U.P.E.C. des locaux.

Localisation :

Sous l'ensemble des revêtements de sols prévus à ce lot.

2.3. Revêtement PVC U4 P3 en lés

Fourniture et mise en œuvre de revêtement PVC acoustique en lés de type MARMOLEUM DECIBEL de chez FORBO Flooring Systems ou techniquement équivalent.

Revêtement de sol en lés de deux mètres de large, associant une efficacité acoustique certifiée NF-UPEC.A+ $\Delta L_w = 18$ dB.

Classement UPEC U4 P3 E1/2 C2() validé par un Avis Technique.*

Mise en œuvre selon les préconisations du fabricant, avec collage bord à bord, dans le cas de deux revêtements de sols souples accolés.

Coloris au choix de l'architecte dans la gamme du fabricant.

Localisation :

Selon tableau de repérage des finitions de sols, notamment :

Pour l'ensemble des locaux compris paliers d'escaliers, hors sanitaires prévus en carrelage et hors marches et contremarches.

- **Bâtiment A** : Tous niveaux du R +1 au R +4 de la surélévation.
- **Bâtiment Village** : Aux niveaux R +1 et R +2 de l'extension.
- **Administratif** : Au niveau Cour et R +1 des locaux existants restructurés ainsi qu'en habillage des mezzanines de la salle du C.D.I.

2.4. Revêtement PVC en lès à surface granitée pour escalier.

Fourniture et mise en œuvre de revêtement PVC en lès conçus pour revêtir les escaliers de type SARLON MARCHE COMPLÈTE de chez FORBO Flooring Systems ou techniquement équivalent.

Revêtement de sol en lès de 1.02 mètre de large, associant une efficacité acoustique certifiée NF-UPEC.A+ $\Delta L_w = 17$ dB.

Classement UPEC U4 P3 E2 C2.

Mise en œuvre selon les préconisations du fabricant.

Le nez de marche intégré dans la structure du revêtement, sera de couleur différente permettant un contraste visible et assurant la sécurité des utilisateurs.

Pour l'éveil de la vigilance des personnes mal ou non voyante, en haut des escaliers le revêtement de sol sera de texture différente ou muni d'une bande podotactile à une distance de 50 cm de la première marche. Les premières et dernières contremarches seront visuellement contrastées.

Coloris au choix de l'architecte dans la gamme du fabricant.

Localisation :

Selon tableau de repérage des finitions de sols.

- **Bâtiment Village** : En habillage des marches et contremarches tous niveaux au droit de la zone extension.

2.5. Profils de finition.

Fourniture et pose de profils de finition de revêtements de sols en profils aluminium de chez SCHLUTER SYSTEMS ou techniquement équivalent.

Fixation au sol par vissage invisible, à l'aide de vis tête goutte de suif en inox.

Profils permettant les rattrapages de niveau entre deux revêtements, en jonctions de revêtements de sols, arrêts de revêtements entre carrelage/PVC et moquette/sols souples, barres de seuils, couvre-joint de dilatation, etc.

Choix du coloris par l'architecte dans la gamme du fabricant.

Localisation :

Pour l'ensemble des revêtements de sol du présent lot, selon nécessité.